

9

**C.C.T. DU 20 JUIN 2003 CONCERNANT L'OCTROI D'UNE
INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE EN FAVEUR DE CERTAINS
TRAVAILLEURS AGES EN CAS DE LICENCIEMENT**

**POUR LES OUVRIERS DE LA SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE
DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS (S-C.P. 120.01)**

Vu la C.C.T. du 20.06.2003 pour les ouvriers(ères) de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers conclue pour les années 2003-2004 ;

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de Sécurité d'Existence ;

Vu la C.C.T. n° 17 conclue le 19.12.1974 au sein du Conseil National du Travail ;

Vu l'A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle ;

IL EST CONVENU ENTRE

La C.S.C. Textura

La F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant

d'une part,

ET

La Fédération du Textile FEBELTEX

d'autre part,

CE QUI SUIT :

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 1

La présente convention collective est applicable à toutes les entreprises textiles relevant de la compétence de la Sous-Commission Paritaire pour l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01) et aux ouvriers(ères) qu'elles occupent.

II. PORTÉE DE LA CONVENTION

Article 2

La présente C.C.T. règle l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

2 b -08- 2003

? 8 -11- 2003

NR.
N°

68673

10/120.01

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article 3 § 2 de l'A.R. du 17.12.1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimum pour pouvoir bénéficier de cette allocation complémentaire est fixé à 58 ans.

Article 4

En exécution des dispositions de l'article 5 des statuts, fixés par la convention collective de travail du 21 avril 1981, conclue au sein de l'Ane. Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, instituant un Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et en fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 14.09.1981, une indemnité complémentaire est accordée aux ouvriers(ières) visé(e)s aux articles 2 et 3 à charge du Fonds, dont le montant et les conditions d'octroi et de liquidation sont fixés ci-après.

De plus, les cotisations patronales spéciales imposées par les articles 268 à 271 de la Loi-Programme du 22.12.1989 et par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990, portant des dispositions sociales, et par les arrêtés d'exécution, sont prises en charge par le Fonds.

III. BÉNÉFICIAIRES DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 5

L'indemnité complémentaire visée à l'article 2 concerne l'octroi d'avantages semblables à ceux prévus par la convention de travail n° 17 conclue au Conseil National du Travail le 19 décembre 1974 à tous les travailleurs qui seront involontairement mis au chômage, qui auront droit, durant la période du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus, aux allocations de chômage légales et qui auront atteint l'âge mentionné à l'article 3 ci-dessus le premier jour donnant droit à ces allocations.

Sans préjudice de la condition selon laquelle l'âge minimum visé à l'article 3 doit être atteint pendant la durée de validité de la présente C.C.T., le premier jour donnant droit aux allocations de chômage légales peut se situer après le 31.12.2004 si cela est la conséquence de la prolongation du délai de préavis par l'application des articles 38 § 2 et 38bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Article 6

Sans préjudice des conditions d'ancienneté fixées par l'A.R. du 7.12.1992 précité, les travailleurs doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire à une des conditions d'ancienneté suivantes :

- soit 15 ans de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation de lin ;
- soit 5 ans de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation de lin au cours des 10 dernières années dont au moins 1 an dans les 2 dernières années.

En ce qui concerne les jours de travail assimilés, il y a lieu de se référer à l'article 2 § 3 de l'A.R. du 7.12.1992.

Article 7

Les travailleurs visés à l'article 5 ont, dans la mesure où ils bénéficient des allocations de chômage légales, droit à l'indemnité complémentaire jusqu'à la date à laquelle ils atteignent l'âge requis pour pouvoir bénéficier de la pension légale et dans les conditions fixées dans la réglementation relative aux pensions.

Le régime bénéficie également aux travailleurs qui seraient sortis temporairement du régime et qui, par après, demandent à nouveau de bénéficier de celui-ci, pour autant qu'ils reçoivent à nouveau des allocations de chômage légales.

IV. MONTANT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 8

Le montant de l'indemnité complémentaire est égal à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage.

Article 9

La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 940,14 € et diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale et de la retenue fiscale.

La limite de 940,14 € est rattachée à l'indice 134,52 (1971 = 100) et atteint 2.900,10 € au 01.01.2003. Elle est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation. Cette limite est en outre révisée au 1er janvier de chaque année en tenant compte de l'évolution des salaires conventionnels conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

La rémunération nette de référence est arrondie à l'euro supérieur.

Article 10

1. La rémunération brute comprend les primes contractuelles qui sont directement liées aux prestations fournies par l'ouvrier(ère), qui font l'objet de retenues de sécurité sociale et dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois.

Elle comprend aussi les avantages en nature qui sont soumis à retenues de sécurité sociale.

Par contre, les primes ou indemnités qui sont accordées en contrepartie de frais réels ne sont pas prises en considération.

2. Pour l'ouvrier(ère) qui est payé(e) par mois, la rémunération brute est la rémunération obtenue par lui(elle) pour le mois de référence défini au 6. ci-après.
3. Pour l'ouvrier(ère) qui n'est pas payé(e) par mois, la rémunération brute est calculée en fonction de la rémunération horaire normale.

La rémunération horaire normale s'obtient en divisant la rémunération des prestations normales du mois de référence par le nombre d'heures normales fournies dans cette période. Le résultat ainsi obtenu est multiplié par le nombre d'heures de travail prévu par le régime de travail hebdomadaire de l'ouvrier(ère) ; ce produit multiplié par 52 et divisé par 12 correspond à la rémunération mensuelle.

4. La rémunération brute d'un(e) ouvrier(ère) qui n'a pas travaillé pendant tout le mois de référence est calculée comme s'il (si elle) avait été présent(e) tous les jours de travail compris dans le mois considéré.

Lorsqu'en raison des stipulations de son contrat, un(e) ouvrier(ère) n'est tenu(e) de travailler que pendant une partie du mois de référence et n'a pas travaillé pendant tout ce temps, sa rémunération brute est calculée en fonction du nombre de jours de travail prévu à son contrat.

5. A la rémunération brute obtenue par l'ouvrier(ère), qu'il(elle) soit payé(e) par mois ou autrement, il est ajouté un douzième du total des primes contractuelles et de la rémunération variable dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois, perçues distinctement par l'ouvrier(ère) au cours des douze mois qui précèdent la date de licenciement.
6. A l'occasion de la concertation prévue par l'article 14, il sera décidé de commun accord quel est le mois de référence à prendre en considération.

Lorsqu'il n'est pas fixé de mois de référence, celui-ci sera le mois civil qui précède la date du licenciement.

V. ADAPTATION DU MONTANT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 11

Le montant des indemnités complémentaires payées est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en matière d'allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971.

En outre, le montant de ces indemnités est révisé au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution des salaires conventionnels, conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

Pour les travailleurs qui entrent dans le régime dans le courant de l'année, l'adaptation en vertu de l'évolution des salaires conventionnels est opérée en tenant compte du moment de l'année où a lieu l'entrée dans le régime; chaque trimestre est pris en considération pour ce calcul de l'adaptation.

VI. PÉRIODICITÉ DU PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 12

Le paiement de l'indemnité complémentaire se fait mensuellement.

VII. CONCOURS DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE ET D'AUTRES AVANTAGES

Article 13

L'indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec d'autres indemnités ou allocations spéciales, résultant du licenciement, accordées en vertu de dispositions légales ou

réglementaires. Dès lors, l'ouvrier(ère) licencié(e) dans les conditions prévues par l'article 5 devra d'abord épuiser ses droits découlant de ces dispositions, avant de pouvoir prétendre à l'indemnité complémentaire visée à l'article 2.

VIII. PROCÉDURE DE CONCERTATION

Article 14

Avant de licencier un ou plusieurs travailleurs visés à l'article 5, l'employeur se concertera avec les représentants du personnel au sein du conseil d'entreprise ou à défaut, avec la délégation syndicale. Sans préjudice des dispositions de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972, notamment de son article 12, cette concertation a pour but de décider de commun accord si, indépendamment des critères de licenciement en vigueur dans l'entreprise, des travailleurs, répondant au critère d'âge prévu par l'article 3, peuvent être licenciés par priorité et, dès lors, bénéficier du régime complémentaire.

A défaut de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale, cette concertation a lieu avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, ou à défaut, avec les ouvriers(ères) de l'entreprise.

Avant de prendre une décision en matière de licenciement, l'employeur invite en outre les ouvriers(ères) concerné(e)s par lettre recommandée, à un entretien au siège de l'entreprise pendant les heures de travail. Cet entretien a pour but de permettre à l'ouvrier(ère) de communiquer à l'employeur ses objections vis-à-vis du licenciement envisagé. Conformément à la convention collective de travail du 03.05.1972 de la C.P. 120 concernant le statut de la délégation syndicale, notamment en son article 7, l'ouvrier(ère) peut, lors de cet entretien, se faire assister par son délégué syndical. Le licenciement peut avoir lieu au plus tôt à partir du deuxième jour de travail qui suit le jour où l'entretien a eu lieu ou était projeté.

Les ouvriers(ères) licencié(e)s, ont la faculté soit d'accepter le régime complémentaire, soit de le refuser et de faire dès lors partie de la réserve de main-d'oeuvre.

IX. PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 15

Le paiement de l'indemnité complémentaire est à charge du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

A cet effet, les employeurs sont tenus de faire usage du formulaire adéquat qui peut être obtenu au siège du Fonds, rue de Bruxelles 41 à 4800 Verviers.

Les directives administratives du Conseil d'Administration du Fonds doivent être observées.

X. DISPOSITIONS FINALES

Article 16

Les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente convention sont fixées par le conseil d'administration du Fonds visé à l'article 4.

Article 17

Les difficultés d'interprétation générale de la présente C.C.T. sont réglées par le conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers par référence à et dans l'esprit de la C.C.T. n° 17 du Conseil National du Travail.

Article 18

La présente convention est valable pour la période du 1er janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2004 inclus.

Fait à Verviers, le ~~23 mai 2003~~.

20 juin 2003

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

**C.A.O. VAN 20 JUNI 2003 BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN
AANVULLENDE VERGOEDINGEN GUNSTE VAN BEPAALDE OUDERE
WERKNEMERS IN GEVAL VAN ONTSLAG**

**VOOR DE ARBEIDERS VAN HET PARITAIR SUBCOMITE VOORDE
TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT
VERVIERS (P.S.C. 120.01)**

Gelet op de C.A.O. van 20.06.2003 voor de werklieden (werksters) van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, gesloten voor de jaren 2003-2004;

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid;

Gelet op de C.A.O. nr. 17, gesloten op 19.12.1974 in de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op het K.B. van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

WORDT OVEREENGEKOMEN TUSSEN:

A.C.V. Textura
ABVV Textiel, Kleding en Diamant enerzijds,

EN

De Textielfederatie FEBELTEX anderzijds,

WAT VOLGT:

I. TOEPASSINGSGEBIED VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textielondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01) en op de werklieden (werksters) die zij tewerkstellen.

II. DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 2

Deze C.A.O. regelt de toekenning van een aanvullende bijdrage ten gunste van bepaalde oudere werknemers in geval van ontslag.

26-08-2003

REGISTR.-ENREGISTR.

REGISTR.-ENREGISTR.

28-11-2003

NR.
NO

68673

10/120.01

Artikel 3

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 2 van het K.B. van 17.12.1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen wordt de minimumleeftijd om deze aanvullende bijdrage te kunnen genieten vastgelegd op 58 jaar.

Artikel 4

In uitvoering van de bepalingen van artikel 5 van de statuten, vastgelegd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 april 1981, gesloten in het vroegere Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en tot vaststelling van de statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14.09.1981, wordt een aanvullende bijdrage toegekend aan de werklieden (werksters) bedoeld in artikel 2 en 3, ten laste van het Fonds, waarvan het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering hierna worden vastgelegd.

Meer nog, de spéciale werkgeversbijdragen, opgelegd door de artikelen 268 tot 271 van de programmawet van 22.12.1989 en door artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen en door de uitvoeringsbesluiten, worden ten laste genomen door het Fonds.

///. RECHTHEBBENDEN VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 5

De aanvullende vergoeding, bedoeld in artikel 2, betreft het toekennen van voordelen die gelijk zijn aan deze die bepaald zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974 aan alle werknemers die onvrijwillig werkloos zullen zijn, die, tijdens de période van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004, recht zullen hebben op de wettelijke werkloosheidsuitkeringen en die de leeftijd zullen bereikt hebben, vermeld in voornoemd artikel 3 de eerste dag die recht geeft op deze uitkeringen.

Ongeacht de voorwaarde volgens dewelke de minimumleeftijd, bedoeld in artikel 3, moet bereikt zijn tijdens de geldigheidsduur van deze CAO, kan de eerste dag die recht geeft op wettelijke werkloosheidsuitkeringen zich bevinden na 31/12/2004, indien dit het gevolg is van de verlenging van de opzeggingstermijn door de toepassing van de artikelen 38§2 en 38 bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende arbeidsovereenkomsten.

Artikel 6

Ongeacht de anciënniteitsvoorwaarden vastgesteld door voornoemd K.B. van 7.12.1992 moeten de werklieden, om te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen, bovendien voldoen aan één van de volgende anciënniteitsvoorwaarden:

- ofwel 15 jaar loondienst in de sectoren textiel, breigoed, kleding, confectie en/of vlasbereiding;
- ofwel 5 jaar loondienst in de sectoren textiel, breigoed, kleding, confectie en/of vlasbereiding tijdens de laatste 10 jaren waarvan minstens 1 jaar in de laatste 2 jaren.

Wat betreft de gelijkgestelde arbeidsdagen wordt tevens verwezen naar artikel 2, § 3 van het K.B. van 7.12.1992.

Artikel 7

De in artikel 5 bedoelde werklieden hebben, voor zover zij de wettelijke werkloosheidsuitkeringen genieten, recht op de aanvullende vergoeding tot op de datum dat zij de leeftijd bereiken waarop zij wettelijk pensioengerechtigd zijn en onder de voorwaarden zoals door deze pensioenreglementering vastgesteld.

De regeling geldt eveneens voor de werklieden die tijdelijk uit het stelsel zouden getreden zijn en die nadien opnieuw van de regeling wensen te genieten, voor zover zij opnieuw de wettelijke werkloosheidsvergoeding ontvangen.

IV. BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 8

Het bedrag van de aanvullende vergoeding is gelijk aan de helft van het verschil tussen het netto-referteloan en de werkloosheidsuitkering.

Artikel 9

Het netto-referteloan is gelijk aan het bruto-maandloon begrensd tot 940,14 EUR en verminderd met de persoonlijke sociale-zekerheidsbijdrage en de fiscale inhouding.

De grens van 940,14 EUR is gekoppeld aan het indexcijfer 134,52 (1971 = 100) en bedraagt 2.900,10 EUR op 01.01.2003. Zij is gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Deze grens wordt daarenboven op 1 januari van elk jaar herzien, rekening houdend met de evolutie van de conventionele lonen, overeenkomstig de beslissing van de Nationale Arbeidsraad.

Het netto-referteloan wordt naar de hogere euro afgerond.

Artikel 10

1. Het brutoloon omvat de contractuele premies die rechtstreeks gebonden zijn aan de door de werklieden verrichte prestaties waarop inhoudingen voor sociale zekerheid worden gedaan en waarvan de periodiciteit van betaling een maand niet overschrijdt.

Het omvat ook de voordelen in natura die aan inhoudingen voor sociale zekerheid onderworpen zijn.

Daarentegen worden de premies of vergoedingen, die alstegenwaarde van werkelijke kosten worden verleend, niet in aanmerking genomen.

2. Voor de per maand betaalde werklieden wordt als brutoloon beschouwd het loon dat zij gedurende de in punt 6. bepaalde refertemaand hebben verdiend.
3. Voor de werklieden die niet per maand worden betaald, wordt het brutoloon berekend op grond van het normale uurloon.

Het normale uurloon wordt bekomen door het loon voor de normale prestaties van de referتمااند te delen door het aantal tijdens die période gewerkte normale uren. Het aldus bekomen resultaat wordt vermenigvuldigd met het aantal arbeidsuren, bepaald bij de wekelijkse arbeidstijddregeling van de werknemer; dat product, vermenigvuldigd met 52 en gedeeld door 12, stemt overeen met het maandloon.

4. Het brutoloon van de werklíeden die gedurende de ganse referتمااند niet hebben gewerkt, wordt berekend alsof zij aanwezig waren geweest op alle arbeidsdagen die in de beschouwde maand vallen.

Indien de werklíeden, krachtens de bepalingen van hun arbeidsovereenkomst, slechts gedurende een gedeelte van de referتمااند moeten werken en zij al die tijd niet hebben gewerkt, wordt hun brutoloon berekend op grond van het aantal arbeidsdagen, dat in de arbeidsovereenkomst is vastgesteld.

5. Het door de werklíeden verdiende brutoloon, ongeacht of het per maand of anders wordt betaald, wordt vermeerderd met een twaalfde van het totaal der contractuele premies en van de veranderlijke bezoldiging waarvan de periodiciteit van betaling geen maand overschrijdt en door die werklíeden in de loop van de twaalf maanden die aan het ontslag voorafgaan afzonderlijk werden ontvangen.
6. Naar aanleiding van het bij artikel 14 voorzien overleg, zal in gemeen akkoord worden beslist met welke referتمااند rekening moet worden gehouden.

Indien geen referتمااند is vastgesteld, wordt de kalendermaand, die de datum van het ontslag voorafgaat, in aanmerking genomen.

V. AANPASSING VAN HET BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 11

Het bedrag van de uitgekeerde aanvullende vergoedingen wordt gebonden aan de schommeling van het indexcijfer der consumptieprijzen, volgens de modaliteiten die van toepassing zijn inzake werkloosheidsuitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971.

Het bedrag van deze vergoedingen wordt daarenboven elk jaar op 1 januari herzien in functie van de ontwikkeling van de regelingslonen overeenkomstig hetgeen dienaangaande wordt beslist in de Nationale Arbeidsraad.

Voor de werklíeden die in de loop van het jaar tot de regeling toetreden, wordt de aanpassing op grond van het verloop van de conventionele lonen verricht, rekening houdend met het ogenblik van het jaar waarop zij in het stelsel treden; elk kwartaal wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de aanpassing.

VI. TIJDSTIP VAN BETALING VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 12

De betaling van de aanvullende vergoeding gebeurt maandelíjks.

VII. CUMULATIE VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING MET ANDERE VOORDELEN

Artikel 13

De aanvullende vergoeding mag niet worden gecumuleerd met andere wegens afdanking verleende speciale vergoedingen of toeslagen, die worden toegekend krachtens wettelijke of réglementaire bepalingen. De werklieden, die onder de in artikel 5 voorziene voorwaarde ontslagen worden zullen dus eerst de uit die bepalingen voortvloeiende rechten moeten uitputten, alvorens aanspraak te kunnen maken op de in artikel 2 voorziene aanvullende vergoeding.

VIII. OVERLEGPROCEDURE

Artikel 14

Vooraleer een of meerdere werklieden bedoeld in artikel 5 te ontslaan, pleegt de werkgever overleg met de vertegenwoordigers van het personeel in de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, met de vakbondsafvaardiging. Onverminderd de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr.9 van 9 maart 1972, inzonderheid van artikel 12, heeft deze beraadslaging tot doel in gemeen overleg te beslissen of, afgezien van de in de onderneming van kracht zijnde ontslagcriteria, werklieden die aan het in artikel 3 bepaalde leeftijdscriterium voldoen, bij voorrang kunnen worden ontslagen en derhalve het voordeel van de aanvullende regeling kunnen genieten.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad of van syndicale afvaardiging, heeft dit overleg plaats met de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties of, bij ontstentenis, met de werklieden van de onderneming.

Vooraleer een beslissing tot ontslag te nemen, nodigt de werkgever daarenboven de betrokken werklieden bij aangetekende brief uit tot een onderhoud tijdens de werkuren op de zetel van de onderneming. Dit onderhoud heeft tot doel aan de werklieden de gelegenheid te geven hun bezwaren tegen het door de werkgever voorgenomen ontslag kenbaar te maken. Overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 mei 1972 van het P.C. 120 betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging, inzonderheid artikel 7, kunnen de werklieden zich bij dit onderhoud laten bijstaan door de vakbondsafgevaardigde. De opzegging kan ten vroegste gebeuren op de tweede werkdag na de dag waarop dit onderhoud plaats had of waarop dit onderhoud voorzien was.

De ontslagen werklieden hebben de mogelijkheid de aanvullende regeling te aanvaarden of deze te weigeren en derhalve deel uit te maken van de arbeidsreserve.

IX. BETALING VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 15

De betaling van de aanvullende vergoeding valt ten laste van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Te dien einde zijn de werkgevers en werklieden **verplicht gebruikte** maken van het gepast formulier dat kan bekomen worden op de zetel van het Fonds, rue de Bruxelles, 41 te 4800 Verviers.

De administratieve richtlijnen van de Raad van Beheer van het Fonds moeten nageleefd worden.

X. EINDBEPALINGEN

Artikel 16

De administratieve formaliteiten voor de uitvoering van onderhavige overeenkomst worden door de Beheerraad van het in artikel 4 bedoelde Fonds vastgesteld.

Artikel 17

De algemene interpretatiemoeilijkheden van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst worden door de beheerraad van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Textielnijverheid en het Breiwerk beslecht in de geest van en verwijzend naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Artikel 18

Deze overeenkomst is van toepassing voor de période van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004.

Gedaan de Verviers op 20 juni 2003.

A.C.V. Textura

A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant